

# Jusqu'à quand accepterons-nous l'inacceptable ?

PAR ANNE-MARIE IMPE

AU SOUDAN, JOUR APRÈS JOUR, DES POPULATIONS CONTINUENT À ÊTRE VICTIMES DES PIRES EXACTIONS. 300 000 MORTS, PLUS DE DEUX MILLIONS DE RÉFUGIÉS.

**DEPUIS L'ACCORD DE PAIX, SIGNÉ EN MAI 2006, LA VIOLENCE A PARADOXALEMENT AUGMENTÉ. DANS L'INDIFFÉRENCE QUASI GÉNÉRALE. LE RÉGIME SE JOUE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE QUI, DE SON CÔTÉ, HAUSSE LA VOIX,**

**MAIS N'AGIT GUÈRE, PLUS INTÉRESSÉE PAR LE BOOM ÉCONOMIQUE DE KHARTOUM ET L'AVENIR DU SUD DU PAYS QUE PAR CETTE PROVINCE SACRIFIÉE OÙ L'ON MEURT À HUIS CLOS. REPORTAGE.**



« Les Janjawids [milices « arabes »] ont attaqué notre village. C'était le 27 février 2004. Ils étaient nombreux : à cheval, à dos de chameau, en 4X4. Ils ont laissé leurs chameaux manger le sorgho que nous avons récolté et ont volé tout notre bétail. Ensuite, ils ont brûlé les maisons et les mosquées, tout le village a été détruit. Nous étions 13 000 habitants à Korma. Ils ont tué beaucoup d'entre nous, surtout des hommes. Je ne sais pas exactement combien. Des militaires sont arrivés peu après. Ils ont emmené des jeunes filles et les ont violées. Moi, j'ai été battue et je suis restée allongée sur le sol comme si j'étais morte. Même quand ils étaient partis, je n'osais toujours pas bouger. Quand la nuit est arrivée, je me suis levée. Et j'ai vu qu'ils avaient tué mon mari et mon plus jeune fils.

**Zeinab (nom d'emprunt)** • ponctue son récit d'un long silence. *Mes deux autres enfants étaient vivants. Alors j'ai décidé de fuir. Il ne me restait plus rien, sauf les vêtements que j'avais sur moi. Je n'ai emporté que de l'eau.* »

En compagnie de dizaines de rescapés, Zeinab a alors marché pendant des jours en direction



Anne-Marie Impe

« Entre 60% et 80% des femmes soignées à la maternité d'Al-Fasher proviennent des camps de réfugiés », nous explique le directeur de l'hôpital. Lorsque je fais circuler l'appareil digital sur l'écran duquel elles se reconnaissent, ces patientes et leur famille m'offrent leur sourire et me demandent de les prendre en photos. Ces femmes NE SONT PAS celles qui ont témoigné dans cet article.

d'Al-Fasher, la capitale du Nord Darfour, située à 65 km de son village. D'autres ont fui vers le Tchad. Tous avaient très peur de tomber à nouveau sur les *Janjawids*. En chemin, ils ont été rejoints par deux colonnes de villageois des alentours qui avaient eux aussi été attaqués.

Dans chacun des témoignages recueillis, les mêmes exactions reviennent comme un refrain lancinant. Attaque soudaine par des hommes en armes. Viols. Massacres. Pillages. Incendies. Empoisonnements de puits. Certains déplacés parlent également d'hélicoptères de combat ou d'avions Antonov qui auraient appuyé les *Janjawids*.

Aujourd'hui, Zeinab vit à Abu Shark, le plus grand camp de réfugiés de la région du Nord Darfour, qui rassemble 54 000 IDPs (*Internally Displaced Persons*), ou « Déplacés internes ». A la périphérie d'Al-Fasher, deux autres vastes camps déroulent leur abris « provisoires » : Al Salaam et Zam Zam, qui regroupent chacun 45 000 IDPs.

« Depuis l'ouverture des camps, il y a un peu plus de 1000 jours, quelque 500 missions officielles et visites de journalistes se sont succédé, sans que les réfugiés ne constatent la moindre amélioration de leur situation ! », nous explique un humanitaire. Alors aujourd'hui, la révolte gronde, notamment à l'encontre de ces « touristes de la misère ». D'autant que, dans ces énormes cités-dortoirs, où certains IDPs croupissent depuis plus de trois

ans, la sécurité n'est guère assurée. « Nous sommes régulièrement agressés et rançonnés par des gens extérieurement agressés et rançonnés par des gens extérieurement agressés », explique Zeinab. « Des hommes en armes font de plus en plus souvent régner leur loi, à l'intérieur comme à l'extérieur des camps », explique un responsable d'OCHA, l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires. Et il n'est pas rare que des humanitaires soient eux aussi pris à partie, menacés, et même quelquefois tués.

Le Darfour compte six millions d'habitants, poursuit-il. Deux millions d'entre eux vivent dans des camps et environ 1,6 million d'autres ont besoin d'une assistance alimentaire et sanitaire, parce que leur village ou hameau a été attaqué et leurs cultures, détruites. Mais avec la détérioration

#### • OFF THE RECORD

A plusieurs reprises, des réfugiés qui avaient confié leur histoire à des journalistes ont été arrêtés, détenus, battus par les autorités. Aujourd'hui dans les camps, personne ne veut plus parler, ni à visage découvert, ni même « off the record ». « Il y a des indicateurs partout », nous expliquera-t-on. Pour recueillir des témoignages, il faut rencontrer les rescapés dans des lieux protégés, loin de toute oreille indiscreète. Les enceintes des Nations unies, par exemple. Et prendre soin de ne pas les photographier ni mentionner leur nom, afin de ne pas les mettre en danger.

Mais ce souhait de ne pas être cité ne concerne pas que les réfugiés : le responsable d'OCHA, l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, le policier d'EUPOL ou le diplomate rencontré à Khartoum ont eux aussi instamment demandé que leur nom ne figure pas dans cet article. Par devoir de réserve ou pour éviter tout problème avec les autorités.

des conditions de sécurité, près d'une personne dans le besoin sur quatre, soit 900 000 personnes, sont aujourd'hui hors d'atteinte de tout secours. » Il faut encore y ajouter quelque 250 000 villageois qui ont fui les combats et se sont réfugiés au Tchad ou en Centrafrique. Cette extension du conflit aux pays voisins, où vivent les mêmes populations et dont les autorités soutiennent certains groupes insurgés, ne manque pas d'inquiéter les observateurs, en particulier la France.

C'est sans aucun doute la plus grave crise humanitaire qui sévit actuellement.

### L'ORIGINE DU CONFLIT

Comment en est-on arrivé là ? Pour comprendre la crise dans toute sa complexité, il faudrait remonter à l'époque où le Darfour était un sultanat indépendant. Mais si l'on veut s'épargner ce détour historique, on retiendra simplement que, depuis son rattachement au Soudan, en 1916, cette lointaine province a été négligée par les autorités, qui ne se sont jamais préoccupées de son développement.

Or, au cours des trois dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, la situation environnementale s'y est considérablement dégradée. Alors que sa population doublait, cette région a connu plusieurs sécheresses dramatiques, qui ont provoqué la raréfaction de l'eau et des pâturages disponibles. Cette détérioration des conditions de vie, conjuguée à un vif sentiment de marginalisation, déclencha une première révolte des Four, l'ethnie d'agriculteurs « négro-africains » qui a donné son nom au Darfour (« pays des Four », en arabe).

Pour mater la rébellion, les autorités adoptèrent une tactique dévastatrice : ils armèrent des tribus « arabes » nomades. Dans tout le Sahel, du Sénégal à l'Éthiopie, en passant par le Mali, le Niger ou le Tchad, des conflits ont toujours opposé éleveurs nomades, en quête d'eau et de pâturages pour leurs troupeaux, et agriculteurs sédentaires, soucieux de protéger leurs champs. Mais au Darfour, le pouvoir central a jeté de l'huile sur le feu de ces affrontements séculaires, en dressant une composante de la population contre une autre. Ensuite, il ferma les yeux sur les razzias commises par ces cavaliers vis-à-vis des populations sédentaires. Un geste qui ne fit qu'aggraver le sentiment de révolte des populations « africaines ». D'autant que le Darfour continue à être délaissé par Khartoum :

(1) PRUNIER Gérard, « Accords avec le Sud, guerre au Darfour. Paix fragile et partielle au Soudan », *Le Monde diplomatique*, février 2005, page 17.

(2) « Le Soudan déchiré par les guerres civiles. Désolation au Darfour », mai 2004.

### IDÉE FAUSSE

**NON**, au Darfour, le conflit n'oppose pas des musulmans à des chrétiens, contrairement à ce qui se passait dans la guerre entre le Nord et le Sud du Soudan. **Au Darfour, ce sont des musulmans qui se battent contre des musulmans.**



En se promenant au marché de Khartoum, il est difficile d'imaginer qu'on est dans un pays en guerre.

en 2002, ce territoire aussi vaste que la France, ne comptait que... 170 km de routes goudronnées et un médecin pour 150 000 habitants ! (1) C'est cette marginalisation persistante, conjuguée aux exactions des *Janjawids*, qui conduisit les populations « africaines » à créer des milices d'auto-défense, puis un véritable front de libération du Darfour.

Nous sommes en février 2003. Les premières attaques sont lancées contre des postes de police et des casernes par ceux qui, un mois plus tard, prendront le nom d'Armée de libération du Soudan (SLA). En avril, ils réussiront un coup d'éclat, en prenant le contrôle de l'aéroport d'Al-Fasher et en capturant le général Ibrahim Bushra. En juillet apparaîtra une nouvelle rébellion, le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM, en anglais) d'obédience islamiste.

« A Khartoum, l'humiliation est à son comble », écrit alors Jean-Louis Péninou dans *Le Monde diplomatique*. (2) L'indisponibilité d'une grande partie de l'armée, stationnée dans le Sud du Soudan où la guerre n'est pas totalement termi-

née, inquiète le gouvernement. Le président Bachir limoge les gouverneurs du Darfour, fait arrêter de nombreux intellectuels soupçonnés de sympathie pour la rébellion et met sur pied un comité de crise qui « enrôle alors officiellement les milices arabes, les arme et leur donne carte blanche », poursuit J.-L. Péninou. Une décision lourde de conséquences, puisque les *Janjawids* sont à nouveau investis d'une mission de répression, en appui à l'armée. Ils attaqueront dès lors non seulement les villages suspectés de soutenir la guérilla, mais aussi ceux dont ils convoitent les terres.

« En adoptant à deux reprises la même tactique – opposer la population sur des bases ethniques – le gouvernement a perverti la nature politique et régionale des revendications », nous explique Suliman Baldo, directeur adjoint de Programme au Centre international pour la justice transitionnelle (New York) (3).

Aujourd'hui encore, les autorités de Khartoum persistent à nier l'évidence : « Il n'y a aucune relation entre les *Janjawids* et le gouvernement du Soudan », n'a pas hésité à affirmer M. Magzoub Al Khalifa, le conseiller du président Omar Al Bachir, lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion de la visite au Soudan du ministre belge des Affaires étrangères, Karel De Gucht, en mai 2007.

Pourtant, des milliers de témoignages concordants, consignés par l'ONU, Human Rights Watch et International Crisis Group (4) dénoncent la collusion entre les *Janjawids* et l'armée, lui a fait remarquer un journaliste. « C'est de la pure désinformation, rétorqua le conseiller du président. C'est comme avec l'Irak. Les Américains ont déclaré qu'il y avait des armes de destruction massive. C'était faux. Le Soudan est victime des mêmes manipulations... »

### UN BOOM ÉCONOMIQUE FULGURANT

En se promenant dans les rues de Khartoum, il est difficile d'imaginer qu'on est dans un pays en guerre. La vie bat son plein. Les marchés débordent de denrées et d'insouciance. Partout, des bâtiments sortent de terre, en une polyphonie de grues, d'excavatrices et de bétonneuses.

Ici, l'hôtel Al-Fatih, un 5 étoiles flambant neuf, construit par les Libyens, et rebaptisé « l'œuf de Khadafi » par les habitants de la capitale. Là, Al-Mogran, un projet immobilier pharaonique qui devrait voir le jour en 2014 : 10 hôtels de luxe, 1100 villas et 6 700 appartements. Coût : un milliard de dollars ! Magnifiquement situé, juste à la croisée du Nil blanc et du Nil bleu, ce chantier naissant illustre parfaitement la croissance économique fulgurante que connaît actuellement le Soudan : 9% en 2005, 13% prévus en 2007 !

Ce boom économique très récent repose sur le pétrole. Exporté par Khartoum depuis 1999, avec l'aide de compagnies chinoises essentiellement, il a rapporté 4,187 milliards de dollars au Soudan en 2005. (5) De loin la première source de revenus pour le gouvernement.

« Malgré les sanctions économiques américaines, les investissements étrangers directs ont atteint 2,3 milliards de dollars l'an dernier, nous explique un diplomate. Le problème, c'est que cette richesse est accaparée par une toute petite caste, qui gravite autour du président Bachir. L'écrasante majorité de la population n'en a guère profité jusqu'ici, bien au contraire : dans la capitale, les plus pauvres sont frappés de plein fouet par la hausse vertigineuse des prix ; et dans les campagnes, les dividendes du pétrole paraissent de lointains mirages. »

Voilà la clé de tous les conflits du Soudan : une infime minorité – trois tribus de la vallée du Nil : les Shagiyya, Ja'aliyyin et Danagla, qui représentent à peine 5,4% de la population soudanaise (6) – détient les rênes du pouvoir et concentre les richesses, alors que les autres régions sont marginalisées.

### UN ACCORD DE PAIX QUI A ATTISÉ LES COMBATS

A moins d'une heure d'avion de la capitale, le Darfour est à feu et à sang. Si un accord de paix a bien été conclu le 6 mai 2006 à Abuja, la violence a paradoxalement augmenté depuis sa signature.

Pour rappel, en 2004, 7 000 Casques verts de l'AMIS, la Mission de maintien de la paix de l'Union africaine au Soudan, avaient été déployés pour protéger les populations civiles des exactions commises par le gouvernement et ses supplétifs, les *Janjawids*. Ces soldats, dont le mandat arrivait à échéance en avril 2006, devaient être remplacés par des Casques bleus des Nations unies. En mars, le président soudanais Omar Al Bachir avait promis d'autoriser ce transfert dès qu'un accord de paix serait signé. D'où la fébrilité de l'ONU. Mais l'encre du *Darfur Peace Agreement* n'était pas encore sèche que Khartoum revenait sur sa parole !

« L'empressement de la Communauté internationale à conclure un accord de paix à tout prix a eu des conséquences désastreuses », analyse Suliman Baldo (7). L'agrément n'a en effet été signé que par le gouvernement et une faction seulement de l'Armée de libération du Soudan (SLA), celle de Mini Arko Minawi. Certaines des autres composantes de la SLA se sont alors alliées au Mouvement pour la justice et l'égalité pour former le Front national du salut (NRF).

« Aujourd'hui, le chaos est total, nous explique un policier de l'Eupol (*European Union Police assistance Team*), sous une tente de l'AMIS à



(3) Interviewé en septembre 2006, dans le cadre de la préparation du dossier *Darfur, 300 000 morts, qui s'en soucie ?*, paru dans *Enjeux internationaux* n°14, quatrième trimestre 2006.

(4) Différents rapports de ces organisations sont disponibles sur leur site Internet.

A lire aussi : « Documenting atrocities in Darfour », une impressionnante étude qui contient quelque 1136 témoignages, publiée par le gouvernement américain en septembre 2004.

(5) Pour en savoir plus, lire PATEY Luke Anthony « La malédiction du pétrole », *Enjeux internationaux* op. cit. pp. 40 à 43.



(6) Voir FLINT Julie et DE WAAL Alex, *Darfur. A short history of a long war*, Zed Books, London & New York, 2005.

(7) « La paix, arme de guerre », *Enjeux internationaux*, op. cit., pp. 21 à 25.



Anne-Marie Impe

Soldats de l'AMIS à Al-Fasher.

Al-Fasher. Les mouvements rebelles ont éclaté en de multiples groupuscules, de moins en moins contrôlables, dont certains se battent entre eux. En juillet dernier, le Front national du salut avait réussi à chasser les partisans de M. Minawi de presque tout l'Etat du Nord Darfour. Mais ce dernier ne s'est pas avoué vaincu. Il a demandé l'appui de l'armée pour reconquérir le terrain perdu et s'est livré à des atrocités vis-à-vis des populations civiles soupçonnées de sympathie pour le mouvement rival, exactement comme les Janjawids. Si vous y ajoutez l'apparition de petites unités combattantes (30 à

50 hommes solidement armés, dotés d'une à deux Landcruiser), qui profitent du chaos ambiant pour s'adonner à du pur banditisme, vous voyez dans quelle situation nous nous trouvons! », conclut-il, en s'épongeant le front et le cou avec son mouchoir. Dans la tente, le thermomètre a dépassé les 50°. Nous sortons rejoindre des soldats de l'AMIS, qui discutent sur de petits bancs, profitant de l'ombre étroite d'un arbuste rabougri.

Cheikh Tidiane Diouf est sénégalais. Il vient de la région de Kaolack. Il est arrivé il y a un an et travaille au service de la logistique. « Il y a un vrai découragement chez les hommes, explique-t-il. Nous sommes de plus en plus souvent attaqués, que ce soit lors de missions sur le terrain, comme à Umm Barru, le 1<sup>er</sup> avril dernier, où cinq soldats sénégalais ont été tués près d'un point d'eau, ou même dans les environs immédiats d'Al-Fasher où les carjackings sont devenus presque quotidiens. Il y a trois semaines, un capitaine ghanéen a été tué à 100 m d'ici, juste devant les murs du camp de l'AMIS. Les attaquants sont partis avec sa voiture. Depuis cet incident, les véhicules ne peuvent plus sortir du compound après 19 heures et nous y sommes nous-mêmes cantonnés dès 21 heures. Les gars n'ont plus le cœur à l'ouvrage, soupire-t-il, à cause de l'insécurité, mais aussi parce que nous ne sommes plus payés depuis près de cinq mois. Heureusement, je rentre au pays la semaine prochaine! » Deux Ghanéennes, qui travaillent également au service de logistique de l'AMIS, insistent : « Il faut écrire dans votre article que les soldats de l'AMIS ne sont plus payés depuis près de cinq mois. C'est important que les gens sachent dans quelles conditions nous intervenons ici. » Grace et Florence ne se font plus beaucoup d'illusions sur leur mission : « Savez-vous comment les habitants d'Al-Fasher ont rebaptisé l'AMIS ? 'African Mistake in Sudan', erreur africaine au Soudan, me racontent-elles en rigolant!

« Le rôle de l'AMIS, c'est de protéger les civils, nous explique Mamadou, un soldat gambien. Mais nous ne sommes déjà pas capables de nous protéger nous-mêmes, alors comment voudriez-vous que nous assurions la sécurité des populations menacées ? » 7 000 hommes pour surveiller un territoire grand comme la France : il est vrai que cela relève de la gageure!

En sortant du camp de l'AMIS, dans les rues d'Al-Fasher, nous croisons des dizaines de 4x4 flambant neufs. Pas étonnant que ce déploiement de véhicules rutilants attise la convoitise des groupes armés. Sur la porte d'un bureau de l'OCHA sont affichées les statistiques sécuritaires du mois d'avril concernant le Nord Darfour : 7 soldats de l'AMIS tués, 2 blessés, 23 véhicules hijackés (toutes appartenances confondues : Nations unies, AMIS, ONG), et 17 humanitaires enlevés puis relâchés pendant ces carjackings.

**QUE FAIRE ?**

Face à l'impuissance de l'AMIS, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, en août 2006, la **résolution 1706** qui **autorise le déploiement de 20 600 Casques bleus au Darfour** et leur accorde un mandat leur permettant de faire usage de la force pour protéger les civils menacés et pour se défendre eux-mêmes.

Mais aujourd'hui, plus de huit mois après le vote de cette résolution, la force de l'ONU n'a toujours pas été déployée. Malgré les nombreuses démarches diplomatiques et les intenses négociations menées par Kofi Annan en personne pour obtenir, avant la fin de son mandat de secrétaire général des Nations unies, l'aval du gouvernement du Soudan à ce déploiement, Omar Al Bachir n'a pas cessé de souffler le chaud et le froid, donnant son accord, puis se rétractant face à ce projet qualifié de « colonialiste ».

La Communauté internationale a alors négocié une « approche graduelle » plus que minimaliste, puisqu'il s'agit de l'envoi de... 139 officiers de police et militaires de l'ONU (« *Light Support Package* »), suivi de l'envoi d'un peu moins de 3 000 militaires et policiers (« *Heavy Support Package* »), en appui à l'AMIS. « *Le Soudan a donné son accord aux deux packages, nous confirmerait M. Magzoub Al Khalifa, le conseiller du président Bachir. S'il y a besoin ensuite d'augmenter la force, le gouvernement n'a pas de problème avec ça, pour autant que cela se fasse sur base d'une évaluation des besoins réels sur le terrain, réalisée conjointement par l'Union africaine, les Nations unies et le gouvernement soudanais, que cette troupe soit composée de soldats africains, dirigés par un commandant africain, et qu'elle soit ensuite déployée graduellement. Mais pour le moment, nous n'en voyons pas la nécessité. L'important aujourd'hui, c'est d'activer les hommes qui sont déjà sur le terrain, en leur fournissant un appui financier et des équipements. L'objectif n'est pas d'atteindre le chiffre de 20 000 hommes, c'est d'avoir la paix au Darfour.* » Avec autant de conditions émises par le gouvernement soudanais, l'application de la résolution 1706 de l'ONU n'est pas pour demain !

Que faire dès lors pour débloquer la situation ? La Communauté internationale est, une fois de plus, très partagée. **Les uns, arguant de la responsabilité de protéger, sont pour l'envoi de cette force des Nations unies, avec ou sans le consentement du Soudan.** Les autres y sont opposés, tant que Khartoum n'a pas donné son accord, soit en vertu du droit à la souveraineté des Etats, soit pour des raisons pratiques, car même si l'assentiment du Soudan n'est légalement pas indispensable, il serait extrêmement périlleux et compliqué sur les plans sécuritaire

et logistique, de déployer ces troupes sans le blanc seing de Khartoum. A l'heure actuelle, aucun gouvernement ne semble réellement prêt à en prendre le risque. D'autres enfin pensent qu'avec ou sans l'accord du Soudan, ces Casques bleus ne seraient en tout cas pas la panacée : « *Même si vous aviez 100 000 policiers au Darfour, ils ne seraient pas en mesure de couvrir tout le territoire* », déclarait Antonio Guterres, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés. (8) A en croire les spécialistes, l'envoi de cette force risquerait, de surcroît, de provoquer

(8) Reuters, 24 avril 2007.



— AMIS - zones d'opérations  
— UNMIS - zones d'opérations





Pendant le mois de juin, la Belgique préside le Conseil de sécurité des Nations unies, dont elle a été élue membre non permanent pour deux ans (2007-2008). C'est en vue de préparer ce mandat que Karel De Gucht s'est rendu en mai au Soudan, où il a été reçu par le président Bachir.

une catastrophe écologique majeure : « Déployer 100 000 hommes, ou même seulement 20 000, dans un écosystème aussi fragile que celui du Darfour serait de la pure folie, nous expliquait un logisticien de l'OTAN, en marge d'un séminaire organisé à Bruxelles, en janvier dernier. <sup>(9)</sup> Rien que l'approvisionnement en eau d'une telle troupe poserait d'énormes problèmes environnementaux. »

« Il n'y a pas grand risque qu'on y arrive, ironisait un humanitaire. Les Nations unies peinent déjà à trouver les 3 000 hommes prévus pour le 'heavy package'! » Comme le note Richard Gowan (voir article en page 12), il existe un vrai problème de disponibilité des troupes, car l'ONU est engagée dans une vingtaine d'opérations aux quatre coins du globe.

Pour Eltyeb Hag Ateya, professeur à l'Université de Khartoum, l'envoi de Casques bleus à ce stade est prématuré : « Une force internationale viendrait s'interposer entre qui et qui et pour faire appliquer quoi? » <sup>(10)</sup>

L'urgence, pour la plupart des observateurs, c'est de relancer le processus de paix entre toutes les parties au conflit, même celles qui n'ont pas signé le *Darfur Peace Agreement* en mai 2006. Le chef de l'Etat lui-même s'est dit favorable à la reprise des négociations. Trônant dans son vaste fauteuil présidentiel, sous un cadre doré reprenant un verset de la sourate *Al Moulk* (la

Royauté), Omar Al Bachir, tout de blanc vêtu, en a parlé avec le ministre belge des Affaires étrangères. « *Le dialogue a été très constructif*, déclarait Karel De Gucht, à l'issue cette rencontre. *Le président s'est prononcé en faveur d'un accord de paix, tout en précisant que ce processus était incompatible avec l'imposition de nouvelles sanctions. Pour ma part, je lui ai dit clairement que la situation des droits humains était inacceptable, j'ai insisté sur la responsabilité du gouvernement et sur le fait que toutes les parties concernées doivent faire un effort pour mettre fin au conflit.* »

Le nœud du problème, c'est la duplicité de la caste dirigeante. Si Bachir répète à l'envi que le véritable obstacle à la reprise des négociations, c'est l'émiettement des groupes rebelles, il ne faudrait pas oublier qu'il en est l'un des artisans. Comme le rappelle Suliman Baldo, « *le régime s'est servi de l'accord d'Abuja comme d'une arme de guerre pour diviser les rebelles et approfondir la dimension tribale du conflit.* » <sup>(11)</sup> Et à plusieurs reprises, y compris tout récemment, le 30 avril dernier, lors de notre séjour à Khartoum, il a fait bombarder une réunion au cours de laquelle différents mouvements insurgés tentaient de mettre un terme à leurs dissensions. Un double jeu sévèrement dénoncé par M. Ban Ki Moon, le secrétaire général des Nations unies.

Le président Bachir se dit en faveur d'un accord de paix. Mais est-il réellement prêt à négocier? Rien n'est moins sûr. « *Il a toujours habilement manié belles déclarations et promesses, dans la mesure où cela redorait son image et lui permettait de gagner du temps*, commente Roland Marchal, chargé de recherche au CERI/CNRS, interviewé en mai, juste après ce voyage. *Ce qui est certain, c'est qu'il n'est pas prêt aujourd'hui à réitérer envers les mouvements rebelles du Darfour les concessions accordées à l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), dans le cadre des accords de paix de Nairobi.* • *Pas question par exemple de négocier un partage de la rente pétrolière, dont le pourcentage à reverser serait inscrit dans le nouvel accord de paix. Sans cela, d'autres régions risqueraient de demander à leur tour semblable redistribution. Quant à satisfaire la revendication de réunification en une entité des trois Darfour, ce n'est peut-être pas exclu, mais ce serait entrer dans une dynamique de recomposition territoriale qui pourrait avoir d'énormes implications...* »

Face à l'immobilisme du processus de paix, le président Bush a décidé, le 29 mai, d'imposer unilatéralement de nouvelles sanctions, financières et commerciales, à l'égard de Khartoum. Il a également déclaré qu'il demanderait au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution qui renforcerait l'embargo sur les armes et d'autres sanctions déjà prises par cette institu-

(9) *Towards a comprehensive Settlement for Darfur*, séminaire organisé par ICG, Save Darfur coalition et EPC.

(10) « Darfour: enquête sur les acteurs oubliés d'une crise », Reporters sans frontières, Paris, avril 2007, p. 12.

(11) « La paix, arme de guerre », *Enjeux internationaux*, op. cit., p. 22.

#### • LA GUERRE DE VINGT ANS

En 1983, une guerre a éclaté entre le Nord et le Sud du Soudan. Elle s'est achevée par la signature des accords de paix de Nairobi, en janvier 2005.

tion. Mais ces décisions sont, à nouveau, loin de faire l'unanimité parmi la Communauté internationale. Les partisans d'une plus grande fermeté à l'égard du Soudan estiment qu'il s'agit là de mesures minimalistes, tandis que d'autres s'inquiètent au contraire de l'impact négatif que pourrait avoir ce durcissement américain sur le processus de paix. Parmi eux, la Chine et la Russie, alliées de longue date du Soudan, se sont empressées de condamner cette initiative.

Aujourd'hui, c'est vers la Chine que se tournent les regards et les espoirs. Pékin, qui importe les deux tiers de la production pétrolière soudanaise, est en effet un des principaux partenaires économiques du Soudan. Fidèle à son sacro-saint principe de non-ingérence, elle avait toujours veillé à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de Khartoum. Et, au Conseil de sécurité, elle s'est jusqu'ici opposée à toute résolution jugée trop sévère à l'égard de son protégé.

Mais à un an des Jeux olympiques, Pékin est plus sensible que jamais à son image sur la scène internationale. Elle a récemment pris plusieurs initiatives concernant le Darfour (nomination d'un émissaire spécial, envoi d'une unité d'hommes du génie militaire en appui à l'AMIS, construction

d'écoles ...) et pourrait être tentée de jouer un coup diplomatique et médiatique en persuadant Bachir d'accomplir quelques avancées notoires en direction de la paix. C'est du moins ce qu'espèrent les défenseurs des droits humains et les artistes (voir article en page 50).

Reste Moscou, important fournisseur d'armes du Soudan <sup>(12)</sup> qui, à l'instar de Pékin, dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité. Dans sa logique actuelle d'opposition à Washington et à Bruxelles, mais aussi pour préserver ses intérêts économiques, elle pourrait décider de bloquer toute résolution ferme à l'égard du Soudan.

On le voit, quatre ans après l'éclatement du conflit, cette crise humanitaire de toute première ampleur reste l'otage des calculs et rapports de force qui régissent la Communauté internationale. Incapable de mettre en veilleuse ses intérêts particuliers et de transcender ses dissensions, celle-ci a, une fois de plus, failli à sa responsabilité de protéger les populations civiles.

Au Darfour, les camps risquent de rester encore longtemps le seul horizon des réfugiés. Zeinab n'est pas près de regagner son village. ■

Article bouclé le 30 mai 2007

**Dans les rues et aux abords d'Al-Fasher, les hommes en armes sont légion : militaires de l'armée soudanaise, soldats de l'AMIS, anciens rebelles signataires de l'accord de paix, mais aussi Janjawids, insurgés et bandits.**

(12) Lire : « Sudan: arms continuing to fuel serious human rights violations in Darfur », Amnesty international, 8 mai 2007. Rapport disponible en anglais sur le site d'Amnesty.

**POUR EN SAVOIR PLUS**



PRUNIER Gérard,  
*Le Darfour.*  
*Un génocide ambigu,*  
La Table ronde, Paris, 2005



Anne-Marie Impe